

Objectifs du Millénaire – Comment aller de l'avant?

Coopération ou confrontation entre acteurs privés et étatiques?

Manifestation conjointe economiesuisse/Swisscontact

Mercredi 26 avril 2006, Zurich

Seul l'exposé prononcé fait foi

Mondialisation et objectifs du Millénaire

Rudolf Walsler, membre de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Les objectifs du Millénaire, largement claironnés dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (OMD), ont libéré beaucoup d'énergies positives. Mais ils ont aussi suscité ici et là des déceptions en raison de la lenteur des progrès réalisés. En outre, vu l'insuffisance d'efficacité de l'aide publique au développement prodiguée jusqu'ici, un nombre grandissant de scientifiques et de praticiens remettent en question l'idée du « gros coup de pouce » donné aux objectifs incontestés du Millénaire.¹ Enfin, les succès n'étant pas au rendez-vous, on cherche des boucs émissaires. La mondialisation s'y prête, bien qu'elle ne soit pas abordée explicitement, mais indirectement seulement, dans la liste des 18 cibles du Millénaire, aux points 12 (système commercial et financier ouvert) et 18 (technologies de l'information et de la communication).

Mythe ou réalisation humaine

Dans l'enchevêtrement des divers intérêts matériels, des différentes positions idéologiques et des arguments éthiques, la mondialisation est devenue un mythe. Elle est tenue pour responsable de tous les

¹ Cf. Easterly, William: Reliving the 50s: the Big Push, Poverty Traps, and Takeoffs in Economic Development, Center for Global Development, Working Paper Nr. 65, 2005; Langerbein, Heinrich: Überholte Rezepte behindern den Aufstieg aus der Armut, paru dans: Neue Züricher Zeitung 10/11, septembre 2005; Easterly, William: Can Foreign Aid Buy Growth? Paru dans : Journal of Economic Perspectives, vol. 17, no. 3, 2003

dysfonctionnements du monde: pauvreté, chômage, attaques terroristes, corruption, etc. On la retrouve presque toujours sur le banc des accusés. Est-elle l'unique bouc émissaire à combattre sous l'étiquette des objectifs du Millénaire ? Ne serait-il pas plus judicieux de mieux utiliser les performances des marchés mondiaux pour commercer et produire des biens et services ainsi que pour investir du capital financier dans le processus du développement? Cela exige plus que la signature de belles déclarations, finalement non contraignantes, adoptées lors de sommets. L'ouverture de marchés sensibles serait surtout un défi pour les pays industrialisés. Telles sont les questions sur lesquelles j'aimerais m'entretenir brièvement avec vous.

Conçue comme l'extension du marché au monde entier, la mondialisation n'est pas décrétée par l'Etat. Elle n'est pas non plus issue d'une décision politique, même si ses adversaires le prétendent et se réfèrent volontiers à l'OMC ou au FMI. Elle est bien plutôt le produit du progrès technique et scientifique, surtout dans les techniques de l'information et de la communication. Elle traduit aussi les grandes tendances mondiales (répartition des processus de production, progrès dans la logistique à l'échelle mondiale, extension des services, allongement de l'espérance de vie, etc.). Les marchés internationaux résultent de la somme de décisions individuelles prises de manière décentralisée par des millions d'hommes.

Dans ce sens, il n'est pas possible de faire marche arrière ou de stopper la mondialisation par une simple décision, de l'ONU par exemple. Il s'agit d'un processus irréversible qui ne peut être piloté de manière centralisée. La mondialisation ne suit pas non plus un schéma préétabli. Le degré d'intégration des nations dans l'économie mondiale relève de leur propre décision. Ainsi, les pays qui se sont ouverts sont autant d'exemples impressionnants de succès (Chine, Inde, Thaïlande, Corée du Sud, Chili, Vietnam). A l'inverse, d'autres pays comme la Corée du Nord, le Myanmar, le Turkménistan, le Zimbabwe se sont repliés sur eux-mêmes et ont ainsi précipité leur population dans la plus profonde misère. Même le sociologue bien connu, Ulrich Beck, fait la remarque suivante: « L'internationalisation de la réalité n'est pas ... le résultat d'une habile conjuration des « capitalistes mondiaux » ou de la « volonté d'hégémonie mondiale de l'Amérique », mais la conséquence sociale imperceptible d'actions visant d'autres résultats, exécutées par des hommes impliqués dans le réseau des risques mondiaux d'interdépendance. »²

Théorie et empirisme

La science économique est très largement tournée vers le commerce extérieur. Dans cette situation, un consensus s'est dégagé concernant les conséquences positives d'une intensification des échanges. La stratégie de développement économique recommandée en particulier aux pays en développement comporte deux aspects : l'ouverture du marché et l'abolition des obstacles au commerce. La mobilité du savoir et des technologies offre aujourd'hui, surtout aux pays en développement, aux pays émergents et

² reprise par: Engli, Lorenz: Weltverbesserungs-Eifer im Leerlauf, paru dans: Neue Zürcher Zeitung, 26 janvier 2006

en transition, une énorme chance de rattrapage pour autant qu'ils soient à même de s'approprier et d'exploiter le savoir présent et nouvellement développé dans les pays industrialisés. Outre les droits de propriété assurés et le bon fonctionnement des institutions, il apparaît clairement qu'une politique de la formation ciblée sur les investissements dans la formation de la population au processus de développement revêt une importance centrale. Il ressort d'études récentes sur la théorie de la croissance endogène que si cette politique fait défaut, la libéralisation, l'ouverture du marché et la consolidation des échanges extérieurs n'apportent pas grand chose.³ Au contraire. Ces facteurs risquent d'engendrer une croissance anémique persistante dans les pays en développement. Dans ce sens, l'effet positif de la croissance du commerce international, selon la théorie comparative statique du commerce extérieur, est quelque peu relativisée par la nouvelle théorie de la croissance.

Ainsi, il n'est pas étonnant que les récentes expériences empiriques soient mitigées.⁴ Commençons par les mauvaises nouvelles: si l'on répartit la population mondiale totale en cinq groupes de grandeur égale, on s'aperçoit qu'en l'an 2000, le cinquième le plus riche percevait un revenu par habitant quinze fois supérieur au cinquième le plus pauvre. Un autre rapport n'est pas moins frappant: les trois pays les plus riches du monde (Luxembourg, Etats-Unis et Norvège) affichent aujourd'hui un revenu par habitant compris entre 60 et 100 fois celui des trois pays les plus pauvres (Tanzanie, Malawi et Sierra Leone). Prenons maintenant les bonnes nouvelles : ces deux dernières décennies, lorsque le train de la mondialisation s'est véritablement mis en marche, la part des pays en développement à la capacité économique mondiale s'est accrue. Tandis que les pays en développement voyaient leur croissance croître de 5% en moyenne annuelle, les pays industrialisés ont dû se contenter d'une progression de 2%. Bien que la population des régions pauvres se fût accrue rien qu'entre 1980 et 2001, de plus de 43%, pour atteindre un total de 5 bons milliards, la part de la population dont la consommation quotidienne est limitée à un dollar au maximum a diminué de moitié environ, passant selon la Banque mondiale de 40 à 21%.

Ces chiffres n'ont toujours rien de réjouissant. Ce qu'il importe de savoir, c'est si ces maigres résultats sont imputables à la mondialisation ou si ce n'est pas plutôt précisément l'intensification du commerce mondial qui constitue à long terme la voie la plus prometteuse pour venir durablement à bout de la pauvreté? Paul Krugman donne à ce sujet la réponse pertinente: ceux qui croient pouvoir combattre la pauvreté sans la mondialisation soit ne la comprennent pas, soit se refusent à mieux la connaître.

³ Böhringer, Janna/Fuhrmann, Wilfried: Internationaler Handel und wirtschaftliches Wachstum, paru dans: Wirtschaftswissenschaftliches Studium. Zeitschrift für Ausbildung und Hochschulkontakt, Heft 8, 2005

⁴ Institut der deutschen Wirtschaft: Streitfall Globalisierung. Eine Debatte voller Irrtümer. Cologne 2005

La mondialisation favorise les échanges culturels

La mondialisation ne porte pas que sur l'échange de biens, de services et de capitaux, elle s'étend aussi aux idées concernant les droits de l'homme, l'économie de marché et la démocratie. Si les informations n'avaient pas franchi les frontières, amenant les hommes à procéder à des comparaisons, le rideau de fer ne serait vraisemblablement pas tombé. La mondialisation ne débouche pas non plus sur la destruction des valeurs et des cultures, elle a pour effet de promouvoir les échanges culturels. Ce n'est pas pour rien que les régimes dictatoriaux craignent l'Internet. La mondialisation est susceptible de promouvoir les processus de démocratisation ainsi que les droits de l'homme, parce que la liberté du commerce international repose sur la liberté contractuelle et sur la garantie de la propriété en tant que droits humains fondamentaux. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, que le système juridique et la justice ne fonctionnent pas correctement et que des conditions politiques un tant soit peu stables font défaut, les échanges et les investissements font un détour. L'évolution des flux nets de capitaux dans les pays en développement et les pays émergents, qui sont passés de quelque 200 milliards de dollars par an en 2000 à 360 milliards de dollars en 2005, montre de quel ordre de montants il s'agit. Environ 40% sont allés respectivement dans l'espace Asie-Pacifique et en Europe de l'Est, 12% vers l'Amérique latine et 7% vers l'Afrique et le Proche-Orient. Relevons à titre de comparaison que l'aide publique au développement des 22 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a atteint, en 2004, 79 milliards de dollars.

La concurrence mondiale contient aussi la puissance des groupes mondiaux dans certaines limites. Non seulement ces derniers déploient des efforts beaucoup plus grands que par le passé pour séduire les consommateurs, mais ils sont aussi conscients qu'à l'ère de la mondialisation, ils ne peuvent se permettre la moindre perte de réputation. Avec la mondialisation, la responsabilité sociale des entreprises est devenue un thème de plus en plus important. L'éthique et la réputation jouent actuellement un rôle clé dans la formation de la confiance. Pourtant, la mondialisation est aussi un défi pour la politique nationale. Non dans le sens que l'Etat national perd sa souveraineté, comme ne cessent de le prétendre les adversaires de la mondialisation, mais par le fait que la concurrence internationale entre sites met en évidence sans ménagement les erreurs de politique économique du pays. Et c'est bien ainsi.

Conclusion

Il est parfaitement possible de se battre pour ses propres intérêts et de mener sa propre politique tout en se souciant du bien des pauvres du monde. Les organes de développement poursuivent leurs propres objectifs. Personne ne le dit aussi clairement que William Easterly: « The strategy of foreign aid is not that it didn't work, but that it wasn't really tried. Aid foundered in a sea of bureaucracy, despite the good intentions, altruism and genuine professional dedication of the individuals involved. The bureaucracy

controlled foreign aid, with the result that foreign aid lost support in the rich countries and liberal political and economic ideals lost support in the poor countries. »⁵ La mondialisation exige des marchés flexibles, de l'innovation et un système social qui protège les hommes plutôt que les emplois. Ceux à qui le destin de la population des pays en développement et des pays en transition tient à coeur ne devraient pas combattre la mondialisation, mais plutôt contribuer à faire en sorte que les gains de prospérité qui en découlent atteignent aussi les pauvres. C'est pourquoi Hernando de Soto déclare: Ce que nous devons surtout savoir sur la mondialisation, c'est qu'un tiers seulement des hommes y ont part. L'efficacité de l'aide étatique au développement ne dépend donc pas au premier chef des ressources, mais de la qualité de la politique économique, de la garantie des droits de propriété et du niveau de corruption qui doit être le plus faible possible. C'est sur ces points que l'aide publique devrait mettre davantage l'accent. Afin d'atteindre des objectifs tels que la justice ou la paix sociale, il convient de placer au centre le thème de la bonne gouvernance.

Le monde n'est pas un paradis. Ce n'est pas non plus un lieu exempt de défauts. Il ne l'a jamais été et ne le sera jamais. Il n'est certainement pas possible de mener le débat sur la mondialisation avec les seuls arguments de l'économie. Ce qui sera décisif en fin de compte, c'est la capacité à dissiper les craintes bien compréhensibles des hommes. Pour cela, il faut leur donner des raisons d'avoir confiance, démasquer les faux espoirs et attentes et enfin gagner l'approbation de ceux qui pensent à tort être du côté des perdants.⁶ Dans quelque direction qu'évolue l'histoire du monde, cela n'aurait aucun sens qu'un pays à lui seul fasse de la résistance à l'égard de la mondialisation. Il importe donc d'interpréter correctement les craintes des hommes, de démasquer les faux prophètes et de convaincre par des arguments. Pour améliorer la situation actuellement insatisfaisante des pays en développement, William Easterly formule la recommandation suivante: « policy makers in rich and poor countries should experiment with the decentralised markets to match those who want to help the poor with the poor themselves freely expressing their needs and aspirations. »⁷ Le développement n'est pas un sprint que l'on peut gagner par un « gros coup de pouce » financier, comme le laissent entendre les objectifs du Millénaire, mais un marathon qui nécessite de l'endurance, de la patience et surtout davantage d'économie de marché.

⁵ Easterly, William: The Cartel of Good Intentions: Bureaucracy Versus Markets in Foreign Aid: Central for Global Development, Institute for International Economics, 2002.

⁶ Vgl. Issing, Otmar: Globalisierung ist nie Gemütlichkeit, paru dans: Frankfurter Allgemeine Zeitung, 19 mai 2001.

⁷ Easterly, William: op.cit. 2002